



PREMIER MINISTRE

SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre François FILLON
63^{ème} Congrès des maires et adjoints de la Sarthe

La Ferté-Bernard, samedi 15 octobre 2011

Messieurs,

Mes chers amis,

Je voudrais d'abord, en prenant la parole devant vous, m'associer à la peine des habitants de Château-du-Loir, de la famille de Daniel MACHETON, de tous les élus de la Sarthe. Comme beaucoup d'entre vous, des souvenirs du maire de Château-du-Loir me sont revenus en mémoire ce matin : des souvenirs des débats au conseil général, des souvenirs de débats sur la déviation de Château-du-Loir, ou encore des souvenirs d'inauguration de foires au vin, dans cette Vallée du Loir qu'il aimait tant.

La journée commence pas trop mal pour la France – enfin, cela dépend pour qui, notamment dans ma famille, mais quand il y a des bonnes nouvelles, autant les prendre ! Je voudrais remercier Marc JOULAUD et Jean-Carl GRELIER, qui m'ont invité à votre congrès. C'est la troisième fois que j'y participe, depuis que j'ai l'honneur et la charge de diriger le Gouvernement de notre pays. J'ai accepté cette invitation, je vous le dis tout de suite, pas par nostalgie, mais parce que je sais qu'auprès de vous je retrouve l'esprit de responsabilité, l'esprit de consensus qui anime les élus locaux. Et je suis fier de dire que cet esprit de consensus, cet esprit de responsabilité, il est particulièrement vrai dans le département de la Sarthe.

Il y a une sorte de modèle sarthois de tolérance, de respect, et de recherche de l'efficacité. Alors cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas des débats entre nous. Et chacun ici a encore en mémoire les discours enflammés d'Yvon LUBY, ou les passes d'armes entre Jean-Claude BOULARD et Roland Du LUART, ou encore celles entre Robert JARRY et moi-même. Mais je crois pouvoir dire que nous avons toujours su mettre de côté nos différends lorsque vraiment l'essentiel était en jeu : lorsqu'il a fallu se serrer les coudes pour sauver des emplois, ou pour accueillir de nouveaux investisseurs ; lorsqu'il a fallu surmonter les oppositions par exemple à la réalisation d'une autoroute indispensable au désenclavement de notre région ; ou encore protéger le patrimoine mondial que représente la course des 24 Heures du Mans ; ou assurer le développement de notre capital départemental.

Je veux dire que ce modèle, ce modèle de respect, ce modèle de recherche de consensus, c'est un modèle qui serait bien utile à notre pays par les temps qui courent.

En effet, mes chers amis, nous ne sommes pas dans ce qu'on pourrait appeler un faux plat de l'histoire ; mais nous sommes sur une crête, qui est terriblement exposée. Et aujourd'hui, tout est possible, le meilleur comme le pire. Si nous ne sommes pas seuls à partager une angoisse de l'avenir, puisque la crise que nous affrontons est une crise au moins européenne, nous sommes seuls comptables de nos actes pour y faire face.

En 2008 nous avons connu une sévère crise financière, qui a été déclenchée par la faillite d'une banque. Nous y avons fait face, et nous y avons fait face, si vous vous en souvenez bien, non pas par des décisions techniques, mais par un acte politique. Ce qui permet d'ailleurs de dire à tous ceux qui pensent que la politique n'a plus son rôle à jouer dans l'histoire, et que

désormais le monde est mené par la finance, par les techniques, par des mécanismes qui nous échappent, n'ont pas complètement raison – même si naturellement, il y a toujours une compétition entre les systèmes, entre les économies et entre les actes politiques.

Mais en 2008, c'est un acte politique qui a stoppé la crise financière. Et cet acte politique, il est venu d'Europe, et il est venu notamment, largement, de la France et de la Grande-Bretagne. Cet acte politique a consisté à dire : Il n'y aura pas de faillite de banque en Europe, parce que les Etats ne laisseront pas tomber les banques. Nous avons engagé ensuite, à l'initiative de la France, un effort de réforme du capitalisme mondial, et un effort de régulation du système financier. Cet effort, qui est en cours et qui est loin d'être achevé, il a déjà donné des fruits : il y a moins de paradis fiscaux aujourd'hui qu'il y en avait. Les autorités de régulation se coordonnent mieux dans le monde ; les règles prudentielles ont été renforcées pour les banques.

Et dans quelques jours, à Cannes, la France qui accueillera les membres du G20, cherchera à convaincre ses partenaires d'aller plus loin. D'aller plus loin sur les parités monétaires : comment peut-on continuer à fonctionner avec un système où la valeur des monnaies ne reflète pas la réalité des économies ? Comment aller plus loin sur la régulation des prix des matières premières : l'énergie, d'abord, mais les produits agricoles aussi. Comment aller plus loin sur le financement par une taxe sur les flux financiers du développement et de la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays les plus pauvres qui n'ont évidemment pas les moyens de satisfaire les exigences que nous nous sommes collectivement fixées.

Mais je veux vous dire que nous aurions tort de croire, et nous avons eu tort de croire, que la crise de 2008 allait pouvoir être résolue, et qu'au fond c'était une crise financière, une crise technique. C'était une crise, c'est une crise de civilisation. C'est la crise de la civilisation européenne, qui a choisi de vivre à crédit. Depuis 30 ans, nous assistons à un mouvement de montée en puissance de ce qu'on appelle les pays émergents. Cela n'est pas une nouveauté, cela n'est pas une découverte. Nous avons d'ailleurs sans cesse commenté, analysé ce phénomène. Mais la vérité, c'est que nous n'en avons tiré aucune conséquence pour nous-mêmes. Et aujourd'hui, il est faux de dire que le monde est en train de changer – le monde n'est pas en train de changer : il a déjà changé. Et nous, nous ne l'avons pas vu.

C'est ce qu'on appelle la mondialisation, contre laquelle certains voudraient dresser de nouvelles lignes Maginot. Et vous savez, la mondialisation, d'abord ce n'est pas un phénomène nouveau : c'est juste le mouvement de l'histoire, qui fait que des civilisations naissent, quand d'autres déclinent. Les Chinois, les Indiens, les Coréens, les Brésiliens, demain – je l'espère – les pays du Printemps arabe, l'Afrique, réclament ou réclameront leur dû. Et je veux dire qu'il est inutile et qu'il est injuste de parler de compétition déloyale. Est-ce que vous croyez qu'elle était loyale, la compétition, quand nous exploitions leurs richesses naturelles, pour les transformer chez nous en biens de consommation, qu'on leur revendait ensuite ? Devant ce mouvement, qui est un mouvement inéluctable, qui naturellement doit être régulé, nous aurions dû transformer notre société, nous aurions dû réorganiser notre organisation publique ; nous aurions dû faire appel à l'esprit de responsabilité de chacun,

plutôt que de toujours promettre plus d'assistance et plus d'intervention publique. Mais nous ne l'avons pas fait. Alors nous nous sommes endettés.

Nous avons perdu une partie de notre richesse – je parle de l'ensemble des pays européens –, du fait de la concurrence, mais nous n'avons rien changé à notre façon de vivre. Eh bien, aujourd'hui, l'heure de vérité sonne. Et quand on a, ce qui est notre cas, 1.600 milliards de dettes, je vous dis, ce n'est pas utile de s'en prendre aux autres. Ce n'est pas utile de s'en prendre aux agences de notation, même si naturellement, on peut faire toutes les critiques sur leur action. Ce n'est pas utile de s'en prendre aux banquiers. Ce n'est pas utile de s'en prendre aux spéculateurs, ou à je ne sais quels boucs émissaires. Cela n'est pas utile non plus de faire croire qu'il y a des trésors cachés pour financer nos dépenses publiques.

Bien sûr, aucun système fiscal n'est juste. Bien sûr, nous devons toujours tendre à plus de justice dans la répartition de l'effort – et il y a sûrement encore beaucoup à faire. Mais quand on a le record mondial, avec deux ou trois autres pays, de la dépense publique par habitant, quand on a le record mondial des prélèvements obligatoires par rapport à la richesse produite, vous savez, il n'y a pas d'autre recette pour réduire l'endettement que de réduire les dépenses. Et je vous demande de retenir ce que je vous dis, de vous en souvenir dans les prochaines années, parce que c'est une réalité qui est incontournable. C'est une réalité qui s'imposera à tous ceux qui auront la lourde charge de conduire les destinées de notre pays pour les 20 ans qui viennent.

J'ai depuis longtemps attiré l'attention sur cette situation. J'ai écrit que la France pouvait supporter la vérité. Et depuis 2008, depuis la crise qui a aggravé nos déséquilibres, je conduis sous l'autorité du président de la République une politique difficile, qui vise à ramener notre pays vers l'équilibre budgétaire, sans casser les moteurs déjà fragiles de la croissance.

En 2010 et en 2011, nous aurons divisé par trois le rythme de progression des dépenses publiques. Entre 2010 et 2011, le déficit est passé de 148,8 milliards à 95,5 milliards d'euros. Et il sera encore réduit de 15 % en 2012. Entre 2011 et 2012, c'est une réduction de 45 milliards d'euros que nous allons réaliser, la moitié sur des économies de dépenses, et l'autre moitié sur des recettes complémentaires, par la réduction de niches fiscales et sociales. Le budget 2012 sera l'un des budgets les plus rigoureux que notre pays ait connu depuis 1945.

Grâce à ces efforts, grâce aux réformes que nous avons engagées, nous restons l'un des dix pays au monde avec la meilleure crédibilité financière. Je veux vous dire que c'est un atout que nous devons préserver à tout prix. Parce que c'est un atout qui nous permet de financer notre dette à un coût relativement faible. Nous empruntons aujourd'hui, pour financer ces 1.600 milliards que j'évoquais, autour de 2 %, un peu plus de 2 % – quand une grande partie de nos voisins européens le font à 5 %, et plus. A 2 %, nous avons 45 milliards d'intérêts à payer chaque année, pour notre dette. 45 milliards ! Vous imaginez ce que ce serait si nos taux d'intérêts passaient de 2 à 4, à 5 ou à 6 % !

Le triple A de la France, c'est le résultat des efforts que nous avons engagés. La réforme des retraites, c'est 30 milliards de dépenses de moins d'ici 2016. La modernisation de l'Etat, c'est déjà 15 milliards d'économies depuis

quatre ans. La rationalisation de la carte militaire, de la carte judiciaire, de l'offre de soins, le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, ce sont des mesures difficiles, ce sont des mesures qui font grincer des dents, mais ce sont des mesures qui s'imposent à tous. Et je veux dire que les collectivités locales ne peuvent pas échapper à cet effort de réduction de la dépense. Elles l'ont d'ailleurs fait : elles l'ont fait depuis 2008 avec le gel des dotations de l'Etat, avec la réforme de la taxe professionnelle, et avec la réforme territoriale.

Je veux dire un mot sur cette réforme territoriale. Nous en avons débattu, il y a deux ans, à Château-du-Loir. La plupart des pays européens ont choisi des méthodes radicales pour réorganiser leurs territoires. Et vous le savez bien, vous qui avez souvent des relations avec d'autres pays européens : les Allemands, les Espagnols, les Italiens ont regroupé leurs communes dans des ensembles de plusieurs souvent dizaines de milliers d'habitants. Ils ont développé une décentralisation qui est basée sur des grandes régions fortes et autonomes. Mais chacun a son histoire, chacun a sa culture, et chacun a sa méthode. Nous, nous avons opté pour des regroupements volontaires, et pour la mise en place d'une véritable synergie entre départements et régions, par la création du conseiller territorial. Alors l'histoire nous reprochera peut-être de ne pas avoir été plus ambitieux ; mais il y a une chose dont je suis certain, c'est que l'histoire ne nous reprochera pas d'avoir engagé ce mouvement de rationalisation.

Aujourd'hui, beaucoup d'élus – et j'imagine que c'est ce que vous avez fait tout à l'heure – me demandent plus de temps, plus de concertation, plus d'analyses, plus de simulations, pour conduire ces réformes ; ils ont raison. Et je veux dire que compte tenu de la méthode que nous avons choisie, compte tenu de ce qu'est notre pays, de ce qu'est notre territoire, de ce que sont les liens entre nos collectivités, nous ne sommes pas à quelques mois près. J'ai toujours dit d'ailleurs – et je l'avais dit à Château-du-Loir, je m'en souviens – que je ne croyais pas à la pérennité des mariages forcés. Nous allons donc prendre le temps nécessaire pour réussir à dessiner une nouvelle carte de l'intercommunalité. Partout où des solutions consensuelles apparaîtront, il faudra aller de l'avant ; partout où il y aura des oppositions, j'ai demandé aux préfets de reprendre le travail, de reprendre la concertation, de se donner des délais. La date du 31 décembre – qui d'ailleurs, je le rappelle pour la petite histoire, avait été imposée au Gouvernement par le Parlement, contre son avis – est une date que nous ne respecterons pas car il n'y a aucune raison de se fixer un objectif aussi contraignant.

Dans la Sarthe, le schéma de coopération intercommunale est actuellement en discussion, au sein de la commission départementale. Je sais que vos travaux avancent dans un esprit de conciliation et de recherche de l'intérêt général. Pour autant, et c'est naturel, toutes les difficultés ne sont pas aplanies. Plusieurs questions sont au centre des débats. D'abord, quelle est la place que doit occuper notre ville capitale ? Jusqu'où faut-il étendre l'agglomération du Mans, dont personne ne peut nier le poids économique, démographique, dans notre département ? Ensuite, quelle place faut-il réserver aux petites structures, dont la population et le potentiel financier n'atteignent pas une masse suffisante pour assurer les services attendus de la population ? Et

enfin, quel avenir devons nous envisager pour les territoires plus isolés, éloignés des principaux axes de communication ?

Sur chacun de ces sujets, je connais vos préoccupations. Ce que je veux vous dire – mais je ne vous apprendrai rien –, c'est que la coopération intercommunale ne peut pas se réduire à des rapports de forces dans un schéma, ni à organiser l'esprit de clocher. La vérité, c'est qu'on ne dessine pas des communautés pour l'avenir en fonction des amitiés ou des inimitiés des uns et des autres.

Nos communes ont plusieurs siècles d'histoire, et les communautés que nous créons existeront bien après que nous aurons disparu. Nous devons donc bâtir pour l'avenir. Il s'agit de répondre au mieux à nos enjeux de développement : la gestion cruciale des espaces et du foncier, l'organisation des moyens de transport, la question de l'attractivité. Quel gain collectif réalisons-nous lorsque nous créons des zones d'activités concurrentes à quelques kilomètres de distance ? Quel gain collectif faisons-nous quand des lotissements restent vides parce que trop proches les uns des autres, et trop peu concertés ? Enfin, quel gain collectif faisons-nous quand la population se détourne de services publics trop peu financés et éloignés de leur niveau d'exigence ?

On peut prendre tout le temps qu'il faut à la discussion, mais il faut vraiment qu'on ait à cœur de construire des ensembles qui soient des ensembles cohérents, qui correspondent à la réalité, qui correspondent aux aspirations des populations, qui correspondent à la géographie. Ce n'est pas parce qu'on n'aime pas le maire de la commune d'à côté qu'il ne faut pas envisager d'étendre la communauté de communes. Ce n'est pas parce qu'on ne partage pas les mêmes options politiques ; ce n'est pas parce qu'il y a le débat entre l'agglomération mancelle et les communes rurales, ce ne sont pas des raisons qui doivent nous conduire dans nos réflexions. Vous savez, on ne fait pas couler la rivière à l'envers. Et donc, si les populations ne veulent pas des schémas qu'on met en place, on pourra toujours créer toutes les structures qu'on voudra, elles ne fonctionneront pas. Notre devoir, c'est de trouver les bonnes structures au bon niveau, pour apporter au mieux les services dont notre population a besoin. Et je compte sur votre participation active pour que nous parvenions aux améliorations que nous avons voulues, dans le cadre du calendrier, des souplesses de calendrier que je viens d'indiquer.

Sur la question des financements, plusieurs d'entre vous m'ont fait part des difficultés qu'ils rencontraient pour trouver des financements bancaires pour leurs investissements. Ce sont d'ailleurs des demandes qui ont été relayées au plan national par les associations d'élus, à commencer par l'Association des Maires de France. J'ai donc immédiatement demandé à la Caisse des Dépôts de mettre 3 milliards d'euros à la disposition des collectivités locales pour financer leurs prêts, d'ici la fin de cette année. L'objectif, c'est que les projets d'investissements qui correspondent à des besoins réels, et qui sont compatibles avec l'assise financière des collectivités, soient financés. Le dispositif que nous mettons en place s'inspire très largement de ce qu'on avait fait en 2008, où il y avait déjà une crise des liquidités qui empêchait les banques de prêter aux collectivités locales. Ce dispositif sera effectif dès la semaine prochaine, puisque les premières adjudications auront lieu la semaine prochaine.

Mais au-delà de cette réponse, qui est simplement une réponse conjoncturelle, pour faire face à un blocage de crédits qui est lié à la crise financière, il faut que nous apportions des solutions durables, des solutions structurelles à la transformation du paysage des collectivités locales. Ce paysage du financement des collectivités locales change, il change pour deux raisons : d'abord, les nouvelles réglementations bancaires internationales, et enfin, ensuite, les difficultés de la banque DEXIA – difficultés qui avaient démarré en 2008 avec la crise financière, et qui nous ont conduit ces derniers jours à engager une restructuration profonde de cet établissement. Cette restructuration qui a été engagée par les gouvernement belge, français et luxembourgeois, va nous donner l'occasion de franchir un pas très important : nous allons constituer un pôle public de financement des territoires, autour de la BANQUE POSTALE et de la Caisse des Dépôts, qui sera désormais l'interlocuteur privilégié de vos collectivités pour vous offrir les prêts bancaires dont vous avez besoin pour votre développement, sous la forme d'une offre de financement que nous veillerons à maintenir simple et transparente, pour ne pas retrouver les errements qui ont été commis depuis près de vingt ans par notamment le groupe DEXIA.

Ce pôle sera une référence sur le marché du financement des collectivités locales. En 2008, quand nous étions venus au secours de DEXIA, nous avons installé une nouvelle direction à la tête de cet établissement, et l'établissement avait rompu avec les pratiques du passé dont les collectivités s'étaient plaintes. Nous avons sans relâche multiplié les efforts pour assainir le marché, en mettant en place des contrôles renforcés de l'Autorité de contrôle prudentiel, pour réglementer les emprunts structurés. Aujourd'hui nous allons plus loin, en installant au cœur de l'activité de financement des collectivités un établissement dont l'offre de prêts, loyale et adaptée aux besoins des collectivités, constituera une référence de bonnes pratiques sur le marché.

Comme vous, je trouve anormal qu'un projet lorsqu'il est viable et utile, qu'il est porté par une collectivité saine ne trouve pas de partenaires bancaires. Malheureusement, je connais aujourd'hui de nombreux exemples de cette situation y compris dans notre département. Je veux vous dire que le préfet et le directeur de la Banque de France sont à votre disposition pour vous aider chaque fois qu'une situation de ce type se présentera. La détermination de l'Etat à faire front aux côtés des collectivités territoriales est intacte mais pour autant, notre action ne les exonère pas de la nécessité – pardon de me répéter – de maîtriser leurs dépenses et de réduire leur endettement.

Je voudrais dire un mot de la question de la santé en zone rurale. J'ai inauguré la semaine dernière en Indre-et-Loire une maison de santé, ce qui m'a d'ailleurs permis de rappeler aux habitants d'Indre-et-Loire que la première maison de santé a été créée au début des années 50 – pardon pour le maire de La Ferté-Bernard – à Sablé-sur-Sarthe. Sur ce sujet, vous êtes nombreux à m'avoir fait part de vos inquiétudes, de vos initiatives à commencer justement par le maire de La Ferté-Bernard. Bon, c'est un fait : le nombre des médecins libéraux ne cesse de décliner dans notre département. Entre 2002 et 2011, le nombre des médecins généralistes a baissé de 4,8% alors même qu'il augmentait de 5% dans la région des Pays-de-la-Loire ; avec 459 médecins, nous ne comptons plus que 13% des effectifs régionaux, ce qui ne correspond évidemment pas à notre poids démographique. A la suite de Roland du LUART et de Pierre HELLIER,

je sais que Jean-Marie GEVEAUX s'est emparé du sujet en s'attachant à fidéliser les étudiants de médecine dans la Sarthe. C'est une approche essentielle qui n'en est qu'à ses débuts et que nous aurons à installer dans la durée. Nous avons mis en place un dispositif dont j'ai signé d'ailleurs la première mise en œuvre la semaine dernière qui permet en attribuant des bourses à des étudiants en médecine d'obtenir en échange un contrat de durée d'exercice dans les territoires de notre département. Dans la même logique, l'ouverture d'une première année d'étude de médecine à l'université du Maine à laquelle j'ai donné mon feu vert il y a trois ans contribue à assurer la formation de médecins attachés à notre département.

Nous avons encore bien des projets à mener, au service de notre département ; je veux dire que si son modèle de développement lui a réussi, il faut rester ambitieux pour la Sarthe et former encore davantage nos structures publiques. On a beaucoup parlé de la place privilégiée de la Sarthe dans la géographie française, sa proximité de l'Île-de-France, son cadre rural préservé qui sait en même temps accueillir des grandes infrastructures, qui sait préserver un tissu industriel dynamique, son excellente desserte tant routière que ferroviaire et malgré cela, un développement maîtrisé et un foncier qui reste encore accessible. Mais il faut bien dire que ces atouts, la Sarthe n'est plus seule à en disposer. D'autres régions s'équipent, je pense notamment au développement du réseau TGV qui dessert Reims aujourd'hui, qui desservira Laval demain. Quand toutes les régions sont en compétition pour attirer de l'activité, alors, l'immobilisme est mortifère. Notre territoire doit se structurer et il doit se structurer pour répondre aux enjeux d'une compétition économique dans laquelle il a toute sa place.

Depuis 2007, l'Etat en Sarthe a pris toute sa part à l'effort de réforme. Vous savez que j'y ai personnellement veillé. Je pense au Mans, au regroupement immobilier afin que l'ensemble des administrations de l'Etat soit réunie sur le site de l'ancienne école de gendarmerie, plus de 1 000 fonctionnaires regroupés ; ce sont des économies de gestion mais ce sont aussi de meilleures conditions de travail et ce sont aussi des passerelles faciles entre les ministères. Dans la même logique, le nouveau commissariat du Mans sera localisé à proximité immédiate du groupement de gendarmerie de manière à mutualiser les moyens techniques. En dehors du Mans aussi, nous avons conduit des réorganisations utiles, pas toujours faciles, la réforme progressive de la carte des trésoreries ou bien la fermeture de trop petites brigades de gendarmerie notamment à Précigné dans la communauté de communes de Sablé qui permet d'ailleurs en contrepartie de déployer plusieurs gendarmes supplémentaires sur le terrain.

Depuis près de quatre ans, je m'efforce d'être à vos côtés pour accroître la compétitivité de notre territoire. C'est ce que nous avons réussi à faire en investissant dans l'enseignement supérieur notamment à l'université du Maine, en soutenant un maillage hospitalier de qualité qui, certes, permet de faire émerger un hôpital de référence au Mans mais qui permet d'assurer un égal accès aux soins de tous sur le territoire sarthois en améliorant encore le réseau de transports. Ce fut le cas quand l'Etat a participé au financement de la seconde ligne de tramway, Monsieur le maire du Mans, et à celui du bus de haut niveau de service entre Allonnes et Le Mans. Ce fut aussi le cas sur les aménagements liés à la nouvelle ligne à grande vitesse vers Rennes. Il y a deux

ans, à Château-du-Loir, je vous avais annoncé la mise en place du fonds de solidarité territoriale pour venir en aide aux communes dont le territoire est concerné par la construction de la ligne à grande vitesse sans pour autant profiter d'une amélioration de la desserte. Ce projet a été profondément remanié à la suite de vos demandes, à la suite des demandes des élus qui trouvaient la première mouture du texte trop complexe et trop centralisatrice. Voilà, comme quoi, vous voyez qu'à Matignon, il m'arrive parfois d'être le porte-parole du maire d'Auvers-le-Hamon !

Mesdames et Messieurs, depuis près de cinq années, je place toute ma force au service de notre pays et cela sans oublier d'où je viens et à qui je le dois. Je ne sais pas si j'ai été en tout point fidèle à vos espérances. Et je vois bien les inquiétudes des Français qui depuis 2008 subissent les effets de la crise. Gouverner la France en temps de croissance, c'est déjà difficile, mais la gouverner en période de crise économique et financière, ça l'est encore plus. Je me suis efforcé d'agir avec sincérité en suivant l'idée que je me fais de notre intérêt national.

Je veux vous dire que ma façon de faire de la politique, vous le savez, je l'ai apprise en Sarthe. La politique, ce n'est pas un jeu. C'est quelque chose de grave. C'est quelque chose qui au fond engage notre pays et qui touche la vie de tous nos concitoyens. Ici dans la Sarthe, nous le savons bien, celui qui se prête au jeu des paillettes et des coups médiatiques est assez rapidement remis à sa place. Il y a une chose importante que le mandat de maire nous apprend plus que tout, c'est que le seul juge, ce sont les électeurs. Le seul juge, ce sont les citoyens qui vous côtoient tous les jours. La politique des coulisses, avec ses ficelles, avec ses petits arrangements, je la fuis. Je la fuis tout simplement parce que la légitimité ne se construit pas là. La légitimité dépend des Français et d'eux seuls ; personne n'est propriétaire de son poste, personne n'est propriétaire de son mandat. En République, ce sont les électeurs qui décident ou non de vous faire confiance. Je suis parfois inquiet de voir combien l'engagement politique qui est actuellement décrié, soupçonné, méprisé parfois, je veux dire que c'est injuste parce qu'il y a de la noblesse dans le service de nos concitoyens. C'est injuste mais pour autant, il revient aux responsables publics de ne pas prêter le flanc à la critique en faisant de la politique une simple affaire de pouvoir.

Dans notre département, une chose est essentielle, je veux le redire, c'est qu'au-delà des divergences politiques, au-delà des différences territoriales, nous avons toujours su nous rassembler et travailler ensemble pour servir l'intérêt général. Notre territoire a construit sa tradition politique dans le respect et dans la recherche du consensus. Jamais quelles que soient nos divergences, la politique n'a sombré dans l'agression ou dans l'invective et de cela, je suis certain que les Sarthois nous sont reconnaissants. Ce qui compte, c'est le bien public bien plus que les partis. Et ce qui importe, ce sont les idées, ce sont les débats, ce sont les projets qui font avancer le progrès.

C'est avec ces valeurs qui sont nos valeurs que j'assume mes fonctions de chef du gouvernement. Bon, il est probable qu'au bout de cinq ans, mon bail arrive à son terme ! Les élections approchent, j'ai dit qu'aux législatives de 2012, je solliciterai la confiance des Parisiens. Mais je veux que vous le sachiez, je suis fier de mes racines sarthoises et je ne les romprai jamais car je les porte

en moi. Après trente ans d'action publique dans notre département, je ressens la nécessité de passer la main, de laisser une nouvelle génération apporter sa compétence, son enthousiasme, sa fraîcheur à l'engagement politique. Je l'ai fait en 2001 en quittant à regret d'ailleurs je le dis la mairie de Sablé où j'ai tout appris, où j'ai toutes mes références, où mon cœur est resté attaché, je ne le regrette pas et il semble que vous non plus d'ailleurs puisque vous avez choisi mon successeur pour présider votre association. Je pense que, dans la vie, il faut se fixer de nouveaux défis. Et je pense que l'on est moins utile lorsque l'on parcourt sans cesse les mêmes chemins. Voilà, cela n'est pas une décision facile et j'espère que vous m'accorderez le bénéfice de la sincérité. Quoi qu'il en soit, je voudrais vous dire que je serai toujours avec vous parce qu'on ne tranche pas sa vie : on la construit par étapes dans la fidélité et dans la continuité.

Voilà, mes chers amis, ce que je voulais vous dire ce soir en toute confiance.